



# **GWIRIONEZ VÉRITÉ-BRETAGN**

N° 3-4

2 JUIN 1972

**JOINT FRANÇAIS, GUERRE DU LAIT**

## **EMGANN AN HOLL VRETONED COMBAT DE TOUTÈ LA BRETAGNE**



*Une place de village parmi d'autres. Les camions de ramassage de lait sont interceptés par des groupes d'agriculteurs qui se postent sur les routes ; souvent, avec le consentement tacite des chauffeurs, les camions sont alors dirigés vers des points de regroupements. Là, les paysans, soutenus par leurs familles et par la population, montent la garde. C'est une des images les plus caractéristiques de la grève du lait. Chaque commune envoie à tour de rôle des équipes, toutes les six heures, pour faire des piquets. L'ambiance est à la fête car les paysans sont convaincus de leur bon droit. La revendication de 60 centimes immédiatement par litre de lait est vraiment*

# " Nous sommes payés au-dessous du S.M.I.G. ! "

Dans la nuit du mercredi 17 mai à Landerneau, les directeurs de la coopérative de Landerneau sont séquestrés, enlevés puis relâchés dans la nature : c'est le coup d'envoi de la guerre du lait qui reprend en Bretagne.

Manifestations, occupations des laiteries, interceptions et vidanges des camions de lait, interceptions des camions de beurre, de yaourts, de fromages, séquestrations, meetings : après le Finistère et le Morbihan, la Loire-Atlantique, les Côtes-du-Nord, l'Ille-et-Vilaine entrent à leur tour en lutte.

Il y a quelques semaines, le peuple breton se retrouvait uni autour du Joint Français. Aujourd'hui, les paysans n'arrêtent pas d'en parler et ils disent sans cesse que c'est une lutte exemplaire POUR EUX.

Il est clair aujourd'hui que la guerre du lait doit devenir, comme le Joint, l'affaire de tous les travailleurs !

Ar mer' her 17 a viz mae, diouzh an noz, pennoù bras kooperativ Landerne zo bet tapet gant peizanted ha kaset gante goude evit bezan lezet da vont kuit e-kreiz ar maeziou. Ha setu kroget en-dro brezel al laezh.

Labourerien-douar o vanifestin, o vont barzh an uzinoù-laezh, o herzel hag o tiskargan kamionadoù laezh, amann yaour, fourmaj, ar pennoù-bras barzh salloù, serret warne.

Goude tud kerne, Leon hag ar Morbihan, eman breman peizanted an Naoned, Bro Sant-Brieg, Roazhon ha Treger o tihunin.

Ur miz zo en em gawe Pobl Vreizh unamet en dro da vicherourien ar « Joint Français ». Diskouezet o deus ar re-se an heut d'ar peizanted a gomz kalz diwar o fenn.

Brezel al laezh, evel emgann ar « Joint » zo afer holl labourerien Vreizh.

## LA PAYE DU LAIT

Un paysan explique : « Le lait nous était payé 62 centimes en février, puis 60 en mars et maintenant 56 en avril. C'est une provocation. On nous enlève un quart de notre salaire !... Le prix de revient est de 67,7 centimes et encore dans une exploitation moyenne. » Dans un tract distribué aux ouvriers du Joint Français, à Saint-Brieuc, les paysans rendent compte de cette incroyable injustice : « En deux mois, les laiteries font subir aux agriculteurs une baisse de 6 à 7 centimes par litre de lait. Dans le même temps, le prix des produits laitiers à la consommation : lait, yaourts, fromages, augmente de 7 à 9 % (le litre de lait qui coûtait 1,01 passe à 1,10). Le prix payé au producteur ne couvre pas les frais puisque les calculs font apparaître qu'un litre coûte 67,7 centimes pour avoir le S.M.I.G. Cela veut dire que les producteurs de lait QUI N'ONT MEME PAS LE S.M.I.G. voient leur salaire diminuer considérablement. QUI PEUT ACCEPTER DE VOIR AINSI DIMINUER SON SALAIRE ? »

Quand on pense que la Bretagne est le premier producteur de lait en France et que la moyenne de vaches par exploitation est de douze, on comprend pourquoi le lait est essentiel pour le paysan. La « paye de lait », c'est le salaire des petits et moyens paysans, c'est le seul argent liquide qui rentre régulièrement dans la ferme pour faire vivre la famille.

## DES PRIMES POUR DIVISER

De plus, pour diviser les paysans et éliminer les plus pauvres, les industries privées comme les coopératives ont instauré « la prime à la quantité » : celui qui livre par exemple à la coopérative de Landerneau plus de 15 000 litres par mois a automatiquement 4 centimes de plus par litre. C'est là une autre injustice très grande. « Un litre, c'est un litre, comme dit un paysan. Pourquoi donner encore plus aux gros ? ». D'autant que les primes de quantité ne sont pas des « cadeaux » des entreprises : elles sont prélevées sur la masse totale d'argent à distribuer aux paysans, ce qui diminue d'autant le prix de base du litre.

On aide les grosses exploitations agricoles à devenir des entreprises capitalistes qui écraseront les petits. Les industriels comptent que l'individualisme et l'espoir de devenir un gros suffiront à faire passer cette mesure de sélection, chacun devant se dire « moi aussi un jour j'aurai des primes ». Pendant ce temps-là, ceux qui bénéficient déjà d'aides techniques et autres sont favorisés.

Les primes données sont bien sûr disproportionnées avec l'économie réalisée sur les coûts de ramassage. Et en plus celui-ci n'est pas plus élevé pour une concentration de petits producteurs le long du circuit des camions de ramassage que pour quelques gros isolés.

On voit que la lutte contre la prime à la quantité engagée dans certains secteurs comme le Morbihan ou la Loire-Atlantique doit encore se développer. Pour que la guerre du lait permette de faire une nette distinction entre les petits et moyens paysans d'une part et les gros d'autre part, car tous n'ont bien sûr pas les mêmes intérêts...



L'AGRICULTEUR trime  
LE CONSOMMATEUR paye  
L'INDUSTRIEL empoche

Dessin reproduit sur un tract paysan.

MAI 1971 :  
JEAN CAREL EST JETE EN PRISON  
POUR AVOIR VIDE  
UN CAMION DE LAIT

MAI 1972 :  
NOUS SOMMES TOUS JEAN CAREL !

Ce n'est pas la première fois que la guerre du lait est engagée en Bretagne ; pourtant, cette fois c'est pas comme avant. Et d'abord il faut souligner l'aspect très dur, « illégaliste », la volonté ferme de faire aboutir la justice des travailleurs par-dessus la loi quand elle ne sert qu'à protéger les riches : séquestrations, enlèvements, vidages de camions de lait... On ne peut s'empêcher de rappeler qu'il y a un an Jean Carel, le jeune agriculteur du Morbihan, avait fait de la prison (condamnation de 6 mois dont 5 avec sursis et 1.000 F d'amende) pour avoir déversé le lait d'un camion ! Aujourd'hui, c'est des milliers de paysans qui sont dans son cas et ce sont par dizaines et dizaines qu'on compte les camions interceptés.

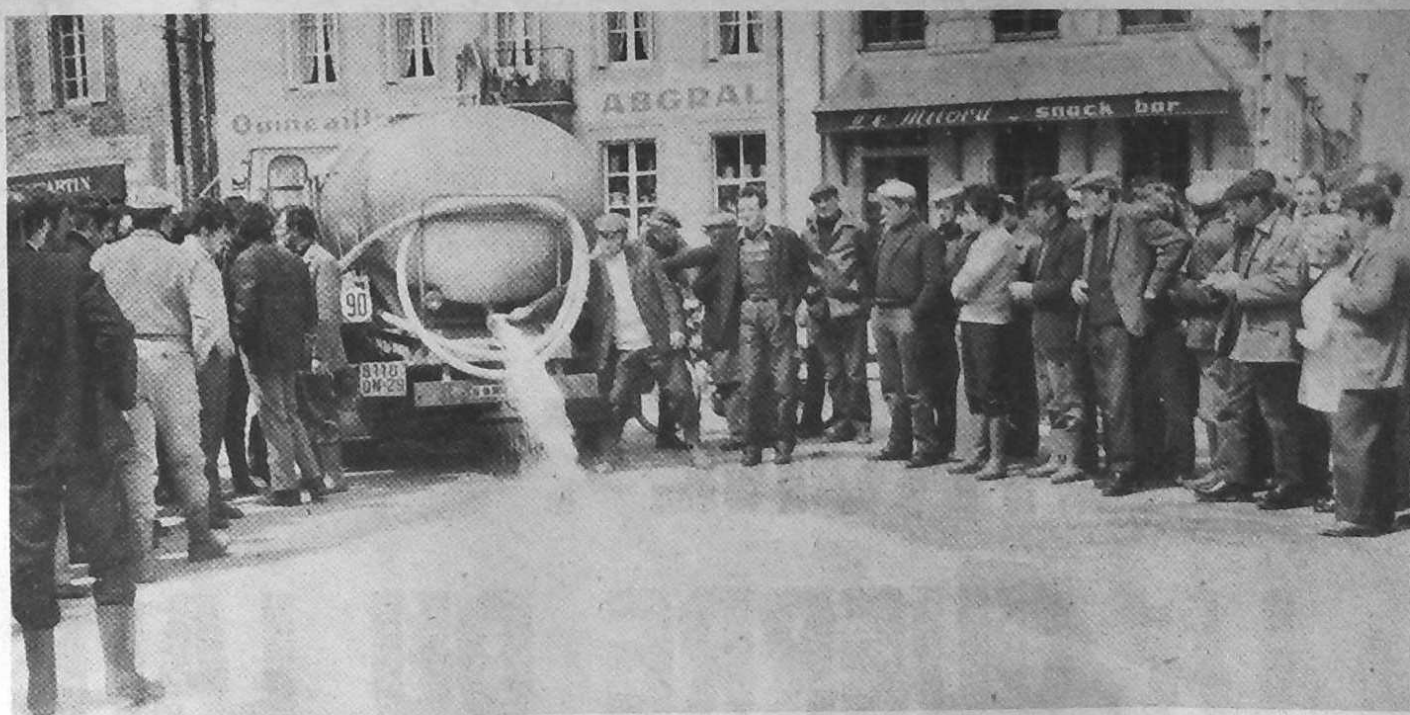
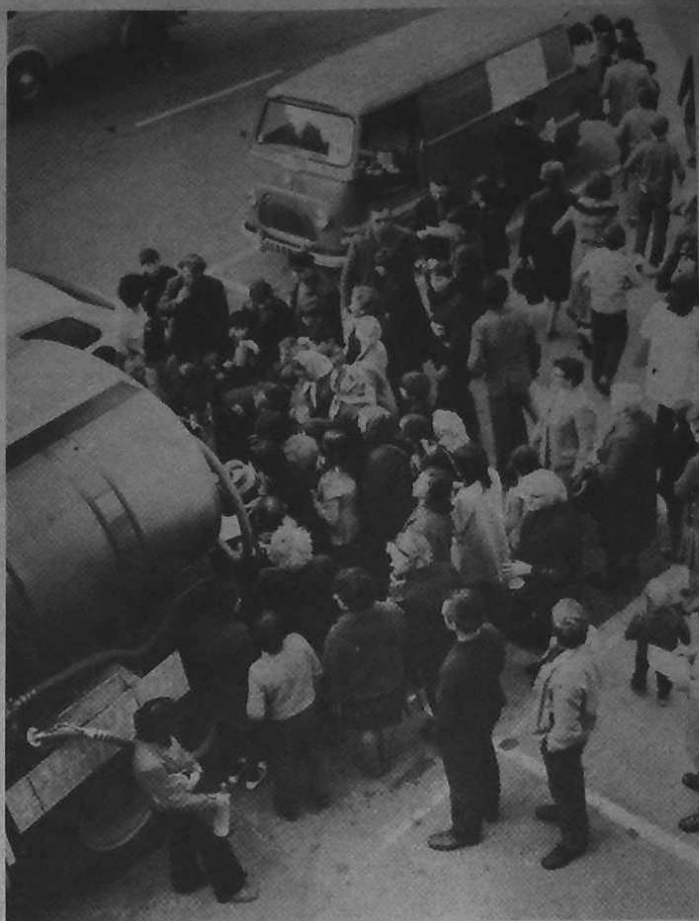
L'action de Jean contribué à faire réfléchir pas mal de gens. Il y a un an ce n'était qu'une petite action de commando : on pouvait dire « minoritaire ». Mais les choses évoluent et aujourd'hui nous sommes tous des Jean Carel !

A propos, Jean, soutenu par de nombreux paysans, a toujours refusé de payer son amende et les frais de justice. Est-ce qu'on aura encore le culot de continuer à le menacer de saisie et de contrainte par corps ?

# METTRE LA POPULATION DANS LE COUP



Un paysan du Morbihan s'est adressé en ces termes à la population bretonne : « A tous les travailleurs, à tous les exploités qui savent qu'ils accumulent des heures de travail de plus en plus longues et que le travail n'a aucune reconnaissance, je voudrais qu'ici tous les travailleurs qui sont dans les usines et plus particulièrement dans les usines laitières, tous ceux-là sachent qu'on lutte pour nous mais aussi pour eux. » Cet appel n'est pas paroles en l'air. L'idée que chaque lutte particulière, d'ouvriers, de paysans, de petits commerçants, peut devenir la lutte de toutes les autres couches populaires, est une idée qui n'arrête pas de faire son chemin dans les têtes depuis le Joint Français. Chaque fois que c'est possible, il faut donc se soucier de mettre la population dans le coup. Sur les photos du haut : des rencontres parmi des centaines autour d'un camion intercepté. « Amenez votre bouteille, ma petite dame, aujourd'hui le lait coule gratuitement pour tout le monde... Consommateurs, on veut vous dresser contre les producteurs... Unissons-nous au contraire. » En bas : les paysans déversent du lait qui avait tourné dans les camions, forme d'action qui sera particulièrement exploitée dans la presse pour attaquer le mouvement.



# BRETAGNE : LA GUERRE DU LAIT



# LUTTER COMME LES GARS DU JOINT!



« Les femmes dans la rue, pas dans la cuisine ! » crient des manifestantes lors du défilé de 30 000 personnes à Paris. Dans le Finistère, des centaines d'agricultrices ont montré que les femmes savent participer quand il le faut à la lutte. Sur la photo, elles aident à entraîner un cadre de la direction de la laiterie Le Gall à l'intérieur des locaux.

L'an dernier, il y avait quelques actions isolées, aujourd'hui, elles surgissent de partout. Ce ne sont pas les états-majors qui en ont décidé ainsi, c'est souvent au niveau du canton ou de la commune que la décision est prise. A Landerneau, les 400 paysans du canton de Saint-Renan ont décidé, par vote à main levée, de séquestrer. A Guiscriff, un paysan explique comment s'est préparée l'action : « On était sensibilisés, on a formé des commandos qui parlaient tous les jours arrêter les camions et on a décidé de les garder sur la place. Les responsables ont été poussés, ça on peut dire, ils étaient débâchés, même ils ont voulu trainer... C'est notre mouvement, on n'a pas attendu qu'ils viennent nous dire quoi faire, on n'a pas d'ordre à recevoir de personne... »

Face à cette mobilisation, la répression ne sait où frapper : après l'enlèvement des directeurs de la coopérative de Landerneau, les gendarmes ont commencé leur enquête dans les fermes mais ils l'ont bien vite arrêtée : le climat est incertain !

L'an dernier, les C.R.S. ont chargé tout de suite toutes les manifestations paysannes : Pontivy, Lorient ; aujourd'hui, ils ne savent où donner de la tête.

## LES FEMMES DANS LA RUE

Avant, les manifestations ça concernait seulement les hommes ; les femmes restaient à la maison s'occuper des enfants, faire le travail. A Landerneau, à Entremont, des centaines d'agricultrices ont fait entendre leur voix : « Nous ne sommes pas seulement des mères et des épouses, nous sommes des travailleuses. Nous n'avons ni vacances ni congés de maternité, comme la femme exerçant d'autres professions ; le fait de nous payer 4 centimes de moins le litre de lait équivalait pour nous à une

perte de salaire, alors que nos charges n'ont pas diminué... La femme, en plus des travaux ménagers, travaille souvent quatre à six heures sur l'exploitation, souvent au détriment des enfants. Nous en avons assez d'être exploitées et de constater que ce sont toujours les mêmes qui profitent de notre travail ». Le jour de la fête des Mères, elles ont manifesté à Brest, accompagnées de leurs enfants : « Nous irons jusqu'au bout, nous aurons nos 60 centimes ! » « Fêter les mères, c'est pas les décorer, c'est les aider à élever dignement leurs enfants ! »

## POURQUOI LA « GREVE » DU LAIT ?

Ce n'est pas un hasard si le mot grève est employé et dans toutes les discussions l'exemple du Joint Français apparaît : la grève, c'est pour les paysans d'énormes sacrifices (il faut nourrir les bêtes, les traire, sachant qu'à la fin du mois la paye du lait ne rentrera pas) et c'est la première fois qu'elle apparaît en France sous une forme aussi généralisée. Des paysans expliquent : « Nous avons accepté de perdre notre salaire, exactement comme des ouvriers lorsqu'ils se mettent en grève... Il faut savoir ce qu'on veut, les ouvriers du Joint Français ne savaient pas au départ qu'ils auraient un soutien... Ils ont tenu huit semaines, on tiendra bien huit jours... Notre détermination est terrible... On bloque la machine économique, quand la machine économique est bloquée, les travailleurs prouvent qu'ils ont un pouvoir... »

Il ne faut pas masquer les divergences et les tensions qui existent parmi les agriculteurs sur cette forme de lutte : la grève du lait. Mais ce qui a dominé largement, c'est le point de vue : « Si on veut obtenir 60 centimes, il faut frapper dur ». « On a l'intention d'aller jusqu'au bout. Nous travaillons pour l'avenir, même si nous devons perdre de l'argent ».

L'an dernier déjà, le directeur de la coopérative de Landerneau avait été séquestré ; cette année, toutes les coopératives sont visées. Un paysan explique : « Comment faire la distinction entre la coopérative et les industries privées ? Ils s'entendent trop bien pour nous payer le même prix. On nous dit que c'est nous les patrons des coopératives mais c'est pas vrai, c'est pas nous qui avons le pouvoir là-dedans. Quand on vend notre lait, on est tributaire de ceux qui nous font les factures, on n'a pas de pouvoir... » Le mythe de la coopérative au service des paysans est sérieusement malmené. Une agricultrice a ajouté au milieu des rires : « C'est les directeurs de coopératives qui nous fixent le prix du lait, nous on est remplis les poches... Bramouillé (note : le directeur de la coopérative) est à ce qu'il dit notre employé ; mais lui il fixe notre salaire et nous on ne connaît pas le sien... »

## FRATERNELS AVEC LES OUVRIERS...

Les paysans ont tout fait pour ne pas nuire aux ouvriers des laiteries qui s'en sont bien rendus compte. A Landerneau, ce sont les ouvriers eux-mêmes qui ont arrêté la tour de fabrication de poudre de lait, alors qu'un arrêt brutal l'aurait endommagée. Lorsque les paysans furent exclus de la coopérative de Landerneau pour participation à l'enlèvement des directeurs, les ouvriers ont continué le ramassage chez eux. Et il faut avoir vu la façon dont se faisait dans la plupart des cas l'interception des camions de lait ! L'ambiance était vraiment à la bonne entre les chauffeurs et les paysans ; les chauffeurs ne se sentaient pas du tout visés, ils buvaient le coup, se faisaient raccompagner chez eux, ou restaient sur place pour surveiller leur camion avec les paysans.

Partout, les ouvriers viennent pointer le matin ; les patrons les paient au « chômage technique ». Ça fait beaucoup de pertes pour les patrons : les machines, les camions ne tournent pas. Il faut payer les ouvriers, il faut payer les cadres ; les laboratoires ne peuvent pas fonctionner et pendant ce temps les gros marchés risquent

de leur glisser entre les doigts.

L'Union patronale demande au préfet « d'intervenir avec la dernière énergie pour que dorénavant la liberté du travail et le respect des personnes et des biens soient garantis ». En clair, c'est un appel aux C.R.S. !

## ...MAIS HOSTILES AUX FAUX FRERES

Mais que les patrons soient mécontents, c'est assez logique. Ce qui a pu surprendre certains, c'est les positions de gens qui se présentent comme défenseurs des paysans. Beaucoup de paysans, qui n'étaient pas du tout « contestataires » des directions syndicales, nous ont dit leur colère devant les déclarations de MM. Poésémé, Daunay ou Bléjean. Il est vrai que c'est pour le moins honteux de dire que « la guerre du lait est une erreur », qu'il ne faut pas « s'en prendre aux responsables économiques mais seulement aux pouvoirs publics », et peut-on faire confiance à un responsable qui, parlant des actions paysannes, les qualifie d'« actes de sauvagerie » ? Quand à Gilles Poésémé, il déclarait le 27 mai : « Le conseil d'administration de la Fédération régionale des Syndicats d'exploitations agricoles ne pensait pas qu'un mouvement d'une telle envergure était possible et il avait décidé de lancer une enquête à cet égard ». De quoi rire !

Mais qui de tels discours veulent-ils tromper ? Pas ce vieux paysan de 60 ans en tout cas : « Moi j'ai vu des réunions passives, des réunions de messe avec des motions, avant la guerre, ça n'a jamais abouti à grand chose... Je me rappelle l'Histoire : je faisais mon service militaire à l'époque quand les ouvriers de Brest ont enlevé les pavés dans les rues. Ça se passait en 35-36, c'est là qu'ils ont commencé à avoir quelque chose de bon... A Quimper, on s'est attaqué aux pouvoirs publics, il faut voir ce que ça a donné... Maintenant on s'attaque au pouvoir économique... »

Il faudra que les « pontes » s'y fassent : la guerre du lait 1972, c'est un peu le « Joint Français » des paysans. Et ça laissera des traces.



La guerre du lait, c'est aussi une sorte de fête pour les travailleurs. C'est l'occasion de montrer sa détermination... et comme on le voit sur la photo, son humour.

# Les bretons arrêtés sont des prisonniers politiques

Des travailleurs bretons sont en prison à la Santé. Nous en avons parlé dans le dernier numéro. Accusés d'avoir lutté à leur façon contre l'exploitation du peuple breton, ils seront jugés pour « atteinte à la sûreté de l'Etat ». La dernière de leurs actions, le plastiquage de la villa de luxe du promoteur parisien Bouygues, leur a particulièrement valu la sympathie d'un grand nombre de gens. Mais trop peu d'explications ont encore été données pour que se soit créé un large mouvement de soutien aux emprisonnés : il faut donc multiplier les initiatives en leur faveur et surtout faire apparaître leur combat dans le seul contexte qui lui donne son sens : les luttes populaires qui se développent en Bretagne. Car s'il est vrai qu'il n'y a pas qu'une seule façon de se battre pour la Bretagne, il n'en demeure pas moins important de dire que le nouveau mouvement breton se construit d'abord à partir de luttes comme celles du Joint Français, c'est-à-dire de luttes qui entraînent tout le peuple.

Ce qu'il faut bien montrer, c'est que l'action de « commando », ce n'est pas la forme « suprême » de la lutte, mais que ça peut servir. (Voir l'action de Jean Carel sur le lait, l'an passé). Le critère, c'est que l'action d'un petit groupe corresponde à un besoin intérieur d'une grande masse de gens et surtout que ça contribue à élargir le mouvement, à entraîner encore plus de travailleurs. Le procès des camarades emprisonnés ne doit donc pas s'en tenir aux actions accomplies mais devenir une tribune politique de tout le peuple breton.

## UNE SUITE D'INITIATIVES

Le 15 mai, les détenus politiques bretons de la Santé lancent un mouvement de grève de la faim. Leur objectif est d'obtenir le statut politique pour les militants du Front de Libération de la Bretagne emprisonnés à Rennes.

En Bretagne, le soutien s'organise par l'intermédiaire de comités de soutien locaux. Ces comités replacent la lutte du F.L.B. dans la situation de type colonial qui est celle de la Bretagne et s'intègrent clairement à toutes les autres luttes (Joint Français, guerre du lait...).

Le lundi 15 mai, 300 manifestants avec tracts et pancartes parcourent pendant plus d'une heure le centre de Rennes malgré le quadrillage de la ville par des centaines de C.R.S. C'est le jour du passage en appel des deux militants F.L.B. de Saint-Malo : l'abbé Le Breton sera arrêté et écroué en fin de soirée, « comme meneur » (!). Le soir, plus de 600 personnes assistent à un meeting de la colère bretonne où participent les chanteurs Servat, Kirjuhel, Gweltaz.

Le vendredi 19 mai, nouvelle manifestation pour soutenir cette fois l'abbé Le Breton ; 300 personnes, forts de l'appui unanime de la population du Trégor où l'abbé Le Breton officie, commencent à défilier. Après l'annonce du verdict, la relaxation pure et simple, la manifestation se transforme en fête populaire.

Dix jours plus tard, jour du verdict du procès des militants de Saint-Malo, nouvelle manifestation de soutien : car rien ne doit se passer dans le silence et l'ombre des tribunaux. Le juge prononce l'aggravation des peines des militants emprisonnés depuis plusieurs mois. La salle se met à protester et

crie : « Nann da justis ar vourc' hizion ! », « A bas la justice bourgeoise ! ». La police charge dans le tribunal et se met à matraquer. Un jeune de Châteaulin est saisi et condamné séance tenante à un mois et un jour de prison ferme pour insulte à la magistrature...

Mais la voie est tracée : ne jamais perdre l'initiative, continuer la mobilisation et répondre coup pour coup. La libération de l'abbé Le Breton montre que l'on peut obtenir des victoires contre l'arbitraire. Le prochain objectif est un rassemblement à Rennes avec des paysans, des petits commerçants, des ouvriers de différents coins de Bretagne.



« Nann da justis ar vourc' hizion ! » Malgré la police, le drapeau breton flotte dans les rues de Rennes.

## PARTICIPEZ AU SOUTIEN !

Chers camarades,  
J'ai reçu votre mot. Nous n'avons pas à nous plaindre de notre sort bien qu'il ne soit pas bon. Notre regard se porte là-bas vers la Bretagne et vers la lutte du Joint Français, la lutte quotidienne du travailleur breton pour gagner son pain, du travailleur breton opprimé, humilié, ou encore vers une famille de petits paysans de Bretagne comme celle de Joseph Souvestre (note : un des emprisonnés), qui a du mal à survivre. (...)

Ces lignes viennent de la première lettre d'un des emprisonnés. Pour participer aux comités de soutien aux détenus bretons, leur écrire : 30 place des Lices à Rennes. Envoyer tout soutien financier à Skoazell Vreizh, C.C.P. 202-22 Rennes en précisant au dos du chèque : compte Skoazell Vreizh n° 038 985.

NOM : .....  
PRENOM : .....  
PROFESSION : .....  
ADRESSE : .....

(Dépôt permanent de « Vérité-Bretagne » à RENNES : Librairie « Le Monde en Marche », 17 rue du Maréchal-Joffre.)

TOUTE CORRESPONDANCE : B.P. 1401 — Mademoiselle Joëlle LE DANTEC — 35 015  
Rennes Cédex (libellez tous chèques ou mandats au nom de Mademoiselle Joëlle Le Dantec.)

Désire recevoir les 5 prochains numéros :

- En 5 exemplaires (envoyez la somme de 12,50 F) ;
- En 10 exemplaires (envoyez la somme de 25 F) ;
- En 20 exemplaires (envoyez la somme de 50 F).